

Le potentiel de violence résidant dans le mouvement antimondialisation



Juillet 2001

Département fédéral de justice et police
Office fédérale de la police

Service d'analyse et de prévention

Le potentiel de violence résidant dans le mouvement antimondialisation

Juillet 2001

Département fédéral de justice et police
Office fédérale de la police
Service d'analyse et de prévention
3003 Berne

Téléphone: (++41) 031 322 45 11
Fax: (++)41) 031 323 98 76
E-Mail: info@bap.admin.ch

Internet: <http://www.admin.ch/bap>

Problématique

Le présent rapport décrit le potentiel de violence existant au sein du mouvement antimondialisation et évalue les évolutions que pourraient suivre les individus et les groupes extrémistes dans un futur proche. Ce document souhaite également apporter les fondements nécessaires au développement de stratégies et d'actions concrètes en réponse au mouvement antimondialisation.

Auteurs

Ce rapport a été rédigé à la demande de la Délégation du Conseil fédéral pour la sécurité. Il est le résultat d'un groupe de travail placé sous la responsabilité du Service d'analyse et de prévention (SAP) de l'Office fédéral de la Police. Les thèses qui y sont développées reposent sur les contributions du SAP, du Bureau d'appréciation de la situation et de détection précoce ainsi que du Service fédéral de sécurité et du Corps des gardes-frontière.

Thèses principales

1. Le corpus thématique développé par le mouvement antimondialisation sert avant tout aux mouvements de gauche opposés au néo-libéralisme et au capitalisme de base théorique pour la critique du système. Ce même corpus est également récupéré par des mouvements conservateurs. Pour un troisième segment (en soi apolitique), le terme de « mondialisation » cristallise des angoisses personnelles latentes autant qu'un certain sentiment d'insécurité, voire l'expression d'un mal de vivre général.
2. Le discours des adversaires de la mondialisation inscrit ce thème dans la continuité des mouvements anti-impérialistes des années 70. Les liens qui unissent mouvements révolutionnaires d'alors et groupes actuels découlent autant de cette communauté d'esprit sémantique que de leur acceptation commune de la violence comme moyen nécessaire et légitime d'atteindre le but fixé.
3. En dépit de la nature pacifique de la plupart des mouvements représentés dans la nébuleuse antimondialisation, la dynamique qui prévaut en leur sein nous incite à penser que des noyaux durs prêts à recourir à la violence sont susceptibles de se constituer. L'expérience montre en effet que, dans ce type de mouvement, les éléments radicaux peuvent rapidement basculer et tendre à la violence.
4. Les actions des adversaires les plus violents de la mondialisation ne connaissent ni barrières cantonales ni frontières internationales, elles s'inscrivent au contraire dans un contexte résolument transfrontalier. Le suivi du phénomène, la mise en œuvre de mesures préventives concrètes passent donc par un approfondissement de la collaboration entre les différents services de sécurité, et ce aussi bien au plan national qu'international.
5. Le cadre juridique actuel rend difficile toute observation sérieuse des groupes les plus violents. La législation en vigueur limite en effet les moyens que les forces de sécurité sont à mêmes de déployer à titre préventif au moment-même où le besoin s'en fait sentir. En règle générale, les mesures préventives ne peuvent être prises que tard.
6. Les revendications et les appels au dialogue des membres les plus pacifiques du mouvement antimondialisation devraient être considérés avec plus de sérieux. Leurs tentatives de se détacher des groupes les plus violents devraient être soutenues de manière plus active.

Table des matières

1. Introduction	5
2. Résistance à la mondialisation	5
2.1. Les prémices de la résistance à la mondialisation	5
2.2. Définition de la mondialisation par ses opposants	6
2.3. Objectifs du mouvement antimondialisation	9
3. Composition du mouvement de protestation	9
3.1. Catégories	9
3.2. Formes d'organisation	10
4. A propos de la violence	11
4.1. Légitime défense? Moyen nécessaire?	11
5. Mode d'action	12
5.1. Les préparations avant l'événement	12
5.2. Actions mises en oeuvre au cours de l'événement	13
5.3. Nouvelles formes d'action	13
6. Appréciation / Possibilité de radicalisation	14
6.1. A l'échelon international	14
6.2. Risque de radicalisation?	14
6.3. Répercussions sur la situation de la Suisse en matière de sécurité	16
7. Ebauches de solutions / Recommandations	17
8. Annexe: Organisation-type des militants antimondialisation	18

1. Introduction

Les conférences liées aux questions de la mondialisation de l'économie et des finances, aux problèmes écologiques et aux droits de l'homme sont de plus en plus souvent émaillées de manifestations à caractère plus ou moins violent. Depuis le milieu des années 90, ces actions sont le fait du mouvement antimondialisation, qui utilise ces conférences pour manifester sa résistance. Les conférences de l'OMC à Genève en 1998 et à Seattle en 1999, de même que les rencontres de Prague (FMI/Banque mondiale, septembre 2000), de Nice (sommet de l'UE, décembre 2000), de Naples (Global Forum, mars 2001), de Québec (Sommet des Amériques, avril 2001) et de Göteborg (sommet de l'UE, juin 2001) ont notamment été le théâtre d'actions des militants.

Les débordements à Seattle et à Prague ont pris une ampleur propre à gêner massivement le déroulement des conférences, occasionnant même leur clôture anticipée. Voilà donc une preuve, s'il en est, du potentiel de menace caractérisant ce mouvement de protestation.

La Suisse elle aussi, dans la mesure où elle accueille sur son sol des conférences internationales et des événements de portée mondiale, a été confrontée à plusieurs reprises à ce phénomène relativement neuf. Ainsi, chaque année depuis trois ans, le Forum économique mondial de Davos constitue la cible du mouvement de protestation. Et les prochains événements de ce genre risquent fort d'être confrontés à des problèmes identiques.

Le présent rapport éclaire d'une part le mouvement antimondialisation dans son ensemble et se penche d'autre part de manière plus approfondie sur le phénomène des groupements à caractère violent. Il décrit notamment comment les groupes violents au sein du mouvement sont structurés sur le plan international et comment ils agissent.

Par ailleurs, les organisations et les personnes qui se montrent critiques à l'égard de la mondialisation, mais sans faire usage de la violence et en se mouvant dans le cadre légal, ne feront pas l'objet d'une surveillance et ne seront pas traitées dans le présent rapport ou tout au plus évoquées dans le contexte. Enfin, nous n'entrerons pas en matière sur les groupes d'opposants et d'exilés de différents pays ayant par le passé détourné les conférences internationales au profit de leurs intérêts et agressé des représentants de leur Etat d'origine.

2. Résistance à la mondialisation

2.1. Les prémices de la résistance à la mondialisation

Le mouvement antimondialisation trouve ses racines dans le mouvement zapatiste mexicain, né le 1^{er} janvier 1994 avec l'entrée en vigueur de l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA). Par ailleurs, les négociations de l'OCDE sur un Accord multilatéral sur l'investissement (AMI; 1995-1998), lesquelles n'ont été rendues publiques qu'au printemps 1997, ont déclenché un tollé général au sein des

organisations écologistes, des organisations pour le développement, des associations de consommateurs et des syndicats du monde entier. A cela s'est ajoutée la crise économique en Asie, en 1997, qui a elle aussi renforcé la prise de conscience critique, de nombreux pays asiatiques ayant à l'époque dû supporter de lourdes pertes économiques, suivies de tensions sociales et politiques. C'est dans ce contexte que s'est posée pour la première fois la question de savoir si la mondialisation croissante de l'économie et de la politique était finalement utile à l'individu et à la société, si elle augmentait effectivement le bien-être général, si elle contribuait au développement durable et à la stabilité sociale des Etats les plus faibles ou si, au contraire, les processus économiques toujours plus rapides et en réseaux ne tendaient pas à creuser le fossé existant entre les individus, les couches de la société et les Etats.

2.2. Définition de la mondialisation par ses opposants

Les militants antimondialisation perçoivent celle-ci comme l'extension au monde entier de l'ordre économique capitaliste reposant sur la concurrence et la quête du profit maximum, l'influence des grands groupes se développant par-delà les structures étatiques. A leurs yeux, la concentration de la puissance économique et des profits vient s'opposer à la solidarité sociale et aux intérêts des Etats qui sont sur le plan économique les proies des acteurs non étatiques (on peut citer à cet égard les accords commerciaux concernant des produits de pays en voie de développement).

Une nouvelle forme de critique du système et du capitalisme par la gauche

De nombreux acteurs de l'actuel mouvement antimondialisation sont issus de la Nouvelle Gauche ou des sphères néo-marxistes, actives principalement dans les années 70. Ils dénoncent en premier lieu la mondialisation du capital et du capitalisme en tant que système économique et social. En effet, le capitalisme, pour les mouvements classiques de gauche, est en grande partie considéré comme un système économique fondé sur l'appropriation par des privés de la richesse produite en valeur ajoutée, qui méprise les intérêts des personnes exploitées. Selon eux, la classe dominante, qui profite du système (identifié au néo-libéralisme), souhaite conserver et asseoir celui-ci pour renforcer les inégalités et s'assurer un profit constant.

Aux yeux de ces groupements critiques, la mondialisation serait un projet sciemment mis en oeuvre par la classe dominante pour renforcer son appropriation de la valeur ajoutée produite et conserver le système en place. On peut donc percevoir la critique de ces mouvements comme un renouveau de la critique anti-impérialiste du système et du capitalisme, déjà exercée par la gauche au temps où le monde était divisé en deux sur le plan idéologique. Néanmoins, les "exploités" ne désignent plus uniquement la classe ouvrière, comme c'est le cas dans la théorie marxiste classique, mais aussi, selon l'orientation thématique des militants, les femmes, les enfants, les pays en voie de développement, l'agriculture, les persécutés et les opprimés (minorités ethniques, linguistiques, religieuses, dissidents politiques, etc.), voire les animaux ou la nature en général.

Les actions de ces mouvements critiques de gauche visent essentiellement trois types de cibles:

- les organisations supranationales ou internationales dans le domaine de la finance ou de l'économie (surtout l'OMC, le FMI, la Banque mondiale, l'UE et, dans une moindre mesure, l'ONU);
- les conférences internationales (p.ex. le G8, le WEF);
- les grands groupes économiques internationaux, en particulier américains (grandes banques, groupes agro-alimentaires, groupes informatiques).

Les organisations supranationales, les conférences internationales ou les grands groupes internationaux (de même que les décideurs politiques et les institutions politiques des Etats) seraient, selon les opposants à la mondialisation, instrumentalisés et contrôlés par les élites dominantes.

Le passage de la critique du système à la critique de la mondialisation n'est pas seulement sensible sur les plans théorique et idéologique. En effet, physiquement également, les personnes et les groupements qui résistent à la mondialisation sont les mêmes que ceux qui, dans les années 70, étaient dans la mouvance néo-marxiste, critiques à l'égard du système, ou sinon les successeurs directs de ce courant.

Antiaméricanisme et écologie

Pour de nombreux militants, la mondialisation signifie avant tout la reprise d'entreprises locales à travers le monde par la plus grande économie existante et la plus puissante sur le plan financier, c'est-à-dire par des grands groupes américains ou par des organisations supranationales contrôlées par les Etats-Unis. Il en résulterait selon eux une américanisation des sociétés à travers le monde sur les plans économique, social et culturel. En d'autres termes, la mondialisation serait pour eux une forme sournoise d'expression de l'impérialisme américain.

Il faut considérer ce type de critique de la mondialisation comme une forme particulière et contemporaine de la critique de gauche classique dénonçant le système, le capitalisme et l'impérialisme. Il existe néanmoins des similitudes entre cette forme de résistance et la critique conservatrice de la mondialisation (voir passage qui lui est consacré), qui réunit de nombreuses couches de la société.

Les écologistes engagés dans le mouvement antimondialisation expriment également une forme particulière de la critique de gauche du système. Ce courant perçoit la mondialisation comme l'instrumentalisation et l'exploitation irraisonnée de la nature et des sciences naturelles à des fins de profit (génie génétique, expérimentation animale, etc.).

Groupements autonomes et anarchistes

Les partis et les groupements anarchistes visent par définition le renversement des structures en place. La mondialisation étant à leurs yeux une réalité avec une structure sans nul doute bien établie, les courants anarchistes ont eux aussi rallié le mouvement antimondialisation. Ils ne se réclament pas des idéologies et des théories classiques néo-marxistes, mais remettent fondamentalement en question

l'ensemble des structures et des valeurs dominantes et prônent la libération totale de l'individu des contraintes inhérentes aux systèmes.

Ainsi, la critique par les courants anarchistes ne vise pas les puissants ou les élites de l'économie. Il s'agit bien davantage de mettre à terre des structures établies: les organisations supranationales, les conférences internationales et les grands groupes internationaux, voire la mondialisation elle-même, en tant qu'élément abstrait.

La critique conservatrice

Les milieux conservateurs soutiennent eux aussi le mouvement antimondialisation (notons néanmoins que sous l'étiquette "conservateur" se cachent dans ce cas des représentants de l'ensemble de l'éventail politique).

- Pour la droite, la mondialisation signifie l'ébranlement puis la suppression de l'indépendance de l'Etat, de sa libre détermination, de sa démocratie, mais aussi la perte des particularités culturelles et des traditions, ou la mort de l'artisanat local et de l'agriculture.
- A gauche, on ne craint pas la perte de l'indépendance nationale, mais l'absence de toute possibilité de participation. Ainsi, en Suisse, un important pouvoir de participation politique et économique a pu être acquis. Or, les militants conservateurs de gauche estiment que les possibilités d'une telle participation sont quasi inexistantes dans une structure supranationale.

Aux yeux des critiques conservateurs de la mondialisation, qu'ils soient de droite ou de gauche, les organisations supranationales, les conférences internationales et les grands groupes internationaux menacent la souveraineté nationale, la démocratie, les particularités culturelles et les traditions, mais aussi les possibilités de participation sur les plans politique et économique.

Mécontentement indéfinissable

Les protestations de masse contre la conférence de l'OMC à Seattle en novembre et en décembre 1999 ont réuni différents groupements mais aussi des individus non organisés et pour certains sans étiquette politique, qui souvent n'ont que peu de connaissances des tâches, des structures et des processus au sein de l'OMC. Ces personnes tiennent la mondialisation pour responsable de tous les maux de la terre: pauvreté, faim, travail des enfants, manipulation génétique, atteintes à l'environnement, restrictions salariales, hégémonie, etc. Parallèlement à ces situations concrètes, elles rendent la mondialisation responsable d'un sentiment général et indéfinissable d'insécurité vis-à-vis des processus politiques, économiques et sociaux, de l'impression d'être victimes d'immixtion et de se retrouver impuissantes. La mondialisation devient donc un bouc émissaire et est considérée comme la cause d'un certain mal de vivre. On peine par ailleurs à comprendre le potentiel de violence dont font actuellement preuve certains jeunes. Souvent, cette violence se manifeste par une folie destructrice, apparemment sans raison, ou par une agressivité extrême à l'égard de personnes. Il en résulte que les événements publics, de quelque nature qu'ils soient, sont de plus en plus souvent marqués par des actes de vandalisme, sans aucune motivation politique ou idéologique.

2.3. Objectifs du mouvement antimondialisation

La stratégie des militants antimondialisation, si tant est qu'on puisse parler d'une stratégie commune réfléchie, est dans les grands traits la suivante:

- **A court terme:** Il s'agit de perturber, voire d'empêcher la tenue d'événements spécifiques tels que conférences, rencontres, conventions des organisations supranationales ou des grands groupes internationaux. Il s'agit en outre d'occasionner des dommages à certaines entreprises par le biais de boycotts, de dégâts matériels ou de piratage informatique.
- **A moyen terme:** Les militants visent la dissolution totale des organisations et des conférences supranationales telles que l'OMC, le FMI et le WEF ou du moins leur réforme, en application des idées qu'ils propagent, et leur démocratisation. Pour arriver à leurs fins, il arrive que les militants discréditent de manière ciblée les villes ou les pays qui accueillent les conférences ou les organisations; semer le discrédit peut même devenir un objectif en soi.
- **A long terme:** L'objectif ultime est de développer et de mettre en place d'autres mécanismes de décision supranationaux, ainsi que de réduire, voire d'éliminer totalement les inégalités sociales, économiques et écologiques au sein des Etats et entre les Etats. Néanmoins, les buts à long terme spécifiques des différents groupes de militants varient en fonction de leur orientation politique et des priorités qu'ils se sont fixées. Ces buts ne peuvent néanmoins être établis que de manière diffuse et les moyens qui doivent être utilisés pour leur mise en oeuvre concrète sont rarement clairement et stratégiquement mis en évidence.

3. Composition du mouvement de protestation

Les militants antimondialisation forment une alliance ad hoc idéologiquement hétérogène: leur seul point de ralliement est le rejet de la mondialisation de l'économie dans sa forme actuelle. Le maillage supranational et la collaboration qu'ils ont mis en place constituent une autre caractéristique majeure de ce phénomène.

3.1. Catégories

Les militants appartiennent à différents groupements que l'on peut classer en catégories.¹

- Une partie relativement importante des militants est engagée dans la thématique Nord-Sud (coopération au développement, groupes de solidarité envers l'Amérique du Sud, le Proche Orient).
- En raison du climat de récession et de crise économique ambiant, des groupes traitant des thèmes sociaux se sont eux aussi sentis concernés par ce nouveau motif de protestation (associations de chômeurs, groupes féministes, sociétés coopératives locales).

¹ Par souci d'exhaustivité, l'ensemble des courants sont décrits ici, indépendamment de leur potentiel de violence.

- Les défenseurs des animaux et de l'environnement sont représentés dans le monde entier à travers différents groupements plus ou moins violents.
- Les autonomes des centres locaux autogérés participent souvent aussi à des manifestations en faveur d'autres thèmes que la mondialisation. Leurs locaux servent souvent de lieu de regroupement pour les réunions de préparation et de lieu de rencontre pour d'autres groupes et individus.
- Une grande partie des militants proviennent des groupements d'extrême gauche antifascistes. Dans ces milieux, la violence est souvent acceptée comme un moyen d'atteindre l'objectif (voir plus bas).
- Surtout dans le reste de l'Europe, du fait de l'enracinement historique de cette idéologie, le groupe des anarchistes-syndicalistes joue un rôle important.
- Les groupements antimondialistes à proprement parler font de la mondialisation et de ses répercussions négatives leur thème principal. Leur fondation date en général de la seconde moitié des années 90.

3.2. Formes d'organisation

On peut distinguer au sein du mouvement antimondialisation quatre principaux types de structures d'organisation dont le degré de cohésion varie.

- Groupes établis et permanents qui s'engagent pour ce thème parallèlement à d'autres thématiques et le traitent plus ou moins intensivement. Parmi eux, on compte surtout les groupements d'extrême gauche qui voient dans la mondialisation une nouvelle forme d'oppression et d'exploitation capitaliste.
- Groupements nés dans le sillage de la résistance à la mondialisation, souvent créés à l'occasion d'une conférence, et dont les structures perdurent. Ces coalitions, aux structures souvent assez souples, regroupent des organisations défendant les mêmes opinions et établies dans différents pays. Pour pouvoir prendre part à une telle organisation faïtière, il faut accepter un minimum de consensus sur certains principes. Ces groupements se servent souvent de réseaux ouverts (accessibles à tous, peu structurés), qui permettent la communication entre les membres et la coordination. Des sections nationales ou régionales, qui peuvent prendre position tant dans leur pays qu'à l'étranger contre ce qu'ils estiment être les excès de la mondialisation, sont quelques fois mises sur pied.
- Réseaux ad hoc, qui ne s'activent qu'une fois ou ponctuellement en fonction du calendrier des événements et qui se composent pour partie de représentants d'autres groupes permanents. Lors d'un événement, ces alliances ne s'occupent en général que des tâches de coordination et de logistique sur place (déplacement, logement, mise en place des centres de rassemblement, acquisition de l'information, etc.). Le reste du temps, ces alliances n'existent que virtuellement, sous la forme d'un site Internet.
- Groupes de travail ad hoc ne se réunissant qu'en fonction du calendrier des événements. Il s'agit d'équipes composées de manière spontanée qui, au sein du mouvement de protestation, prennent en charge des tâches spécifiques, telles que le compte rendu des informations par les moyens propres à disposition ou la livraison d'informations ciblées aux médias, l'organisation de la manifestation ou d'autres activités, etc.

4. A propos de la violence

La grande majorité des militants antimondialisation s'engagent pour faire connaître leurs idées sans faire usage de la violence (citons l'exemple de Québec où s'étaient réunis, le 21 avril 2001, 30'000 manifestants défilant dans le calme contre seulement quelque 2000 casseurs). Néanmoins, le discours peu clair et inconséquent de nombreux groupes concernant l'usage de la violence - ce même si leurs membres ou la plupart d'entre eux ont un comportement pacifique - ne permet pas de tracer une limite nette entre la majorité pacifique et la minorité encline à la violence.

4.1. *Légitime défense? Moyen nécessaire?*

L'attitude des militants à l'égard de la violence trouve là aussi ses racines dans la pensée marxiste, sur laquelle une partie d'entre eux se basent. Dans les années 70 déjà, la Nouvelle Gauche parlait du principe que toute action dirigée contre les organes de l'Etat, qu'elle soit pacifique ou non, est la réponse légitime à la violence exercée par l'appareil étatique et par la classe dominante (violence structurelle).

Aujourd'hui, les militants antimondialisation de gauche argumentent de la même façon: pour eux, la véritable violence – contre les individus, les couches de la société et les Etats, mais aussi contre la nature – émane des organisations supranationales, des grands groupes internationaux et de la classe dominante (économiquement et politiquement parlant). A leurs yeux, l'utilisation de la violence dans la lutte contre ces abus ne serait par conséquent rien que de la légitime défense, en tant que conséquence logique et inévitable d'un système intrinsèquement violent.

Les anarchistes quant à eux ont une autre argumentation. Leur objectif principal est la libération de l'individu de toutes les contraintes du système et la lutte contre les structures établies, et pour atteindre cet objectif et arriver à une société meilleure, ils estiment que tous les moyens sont légitimes. Par ailleurs, l'exigence d'un comportement non violent et la morale politique dominante font en soi partie des structures établies; il apparaît donc comme logique que les anarchistes non seulement puissent, mais même doivent, briser ces structures.

D'autres groupements modérés et jusqu'ici non violents se refusent en toute conscience à se distancier de l'usage de la violence et ce en signe de solidarité et de loyauté. En effet, ils avancent que leurs objectifs sont les mêmes que ceux des groupements qui font usage de la violence et que ces objectifs ne peuvent être atteints que si l'ensemble des militants ont une attitude unanime. Ils estiment ne pas pouvoir se permettre de risquer l'effondrement du mouvement antimondialisation à cause d'une querelle de méthodes.

5. Mode d'action

Les événements qui ont émaillé les conférences internationales ont montré que les manifestations à caractère violent sont soigneusement préparées par des professionnels et mises en scène suivant une planification stricte. De plus en plus, des sortes de "professionnels des manifestations" jouent sur place un important rôle d'instructeurs. Le mode d'action, à quelques détails près, est toujours le même.

5.1. Les préparations avant l'événement

Pour appeler à la mobilisation, les militants antimondialisation utilisent les moyens de communication modernes. Ils appellent donc à la participation et à des actions via Internet et par e-mail.

Des réunions de préparation se tiennent tant à l'échelon national qu'à l'échelon international plusieurs mois avant l'événement officiel. Elles permettent aux différents groupes de nouer des contacts, mais aussi de répartir les tâches et d'attribuer son rôle à chacun. Lors des manifestations qui se déroulent quelques semaines avant l'événement, il n'est pas rare que des instructeurs spécialisés soient présents pour faire connaître aux futurs manifestants de nouvelles formes de protestation prévues pour obtenir le plus grand écho médiatique possible.

A l'avance également, des plates-formes d'action sont mises sur pied et des groupes de travail sont formés. Ces groupes de travail se concentrent généralement sur la logistique (logement, finances, acquisition de matériel), les médias (information des médias, comment influencer les médias), la tactique et le mode d'action (préparation de la manifestation, formation des manifestants, autres actions), le conseil juridique (comportement à adopter vis-à-vis de la police, pendant le déplacement et au moment de franchir la frontière, assistance juridique en cas d'incident), les manifestations à caractère général (culture, concerts, etc.). Certaines équipes, notamment les responsables des médias, débutent leurs activités déjà plusieurs semaines avant l'événement, dans l'optique d'influencer les médias nationaux et internationaux et de leur faire prendre le parti des contestataires. (Voir annexe: Organisation-type des militants antimondialisation)

Enfin commence la mise en place des centres de rassemblement et d'information ("Convergence centers"). Ces centres permettent de loger les participants à la manifestation arrivés à l'avance et de leur fournir les premières informations. Pendant les actions, ils servent également à l'information et à la coordination. Ces centres se sont révélés être d'une importance capitale en particulier lorsqu'il s'agit de mener de nombreuses actions, flexibles et/ou qui s'étendent sur plusieurs jours.

On connaît mal l'organisation interne et clandestine du mouvement, qui fonctionne par échange d'e-mails et par rencontres discrètes; elle est également difficile à surveiller. Dans le cadre de cette organisation, on discute et on planifie parfois des actions violentes en amont de l'événement. Toute personne qui désire être initiée doit en principe décliner son identité personnelle.

Pour partie, les plans secrets sont déjà mis en oeuvre avant même l'événement et prennent la forme d'actes de sabotage ou d'autres actions de dissuasion servant la stratégie visant à empêcher la tenue de la réunion. Il s'agit de parvenir à ce qu'un grand nombre de personnalités officielles annulent leur participation à la conférence afin que celle-ci perde en importance ou soit purement et simplement annulée.

5.2. Actions mises en oeuvre au cours de l'événement

Parallèlement à la manifestation "officielle" ont lieu sur place ou dans les environs ce qu'on appelle communément des "Global Action Days". Au programme se succèdent des cortèges silencieux, des conférences, des concerts et autres manifestations.

Certains groupes violents se fondent dans la grande manifestation pacifique et l'utilisent pour se laisser aller à des combats de rue. Ainsi, un centre de rassemblement situé si possible à proximité du lieu de protestation et équipé de la messagerie électronique et de téléphones mobiles est souvent utilisé comme une véritable centrale d'engagement servant à piloter de petits groupes de personnes mobiles ("cluster"). Des actions sont également menées dans un rayon plus lointain: elles n'ont qu'un lien indirect avec l'événement et sont par conséquent difficilement prévisibles.

Assurer un compte rendu biaisé de l'information: voilà un autre élément important de la stratégie des militants antimondialisation. Souvent, l'information est lancée à partir d'un centre de diffusion propre, transmise pour partie par des professionnels payés, en permanence et en direct pendant toute la durée de l'événement. Si cela est possible, les militants antimondialisation fournissent aussi des informations, des images et des supports de son soigneusement choisis à d'autres médias. Certains éléments indiquent que les militants procèdent à des enregistrements relatifs aux mesures policières qu'ils ont eux-mêmes provoquées, pratiquent la diffamation à l'égard des mesures de sécurité et utilisent les médias pour défendre leur position.

Enfin, les militants antimondialisation qui n'ont pas fait le déplacement jusqu'au lieu où se déroule l'événement mettent sur pied des actions de solidarité dans leurs pays respectifs. Au cours de ces manifestations, les institutions du pays qui accueille l'événement sont souvent la cible des militants (représentations diplomatiques, succursales d'entreprises, etc.).

5.3. Nouvelles formes d'action

Au cours des dernières années, de nouvelles formes de protestation se sont développées:

- "Tute Bianche": Des manifestants en tenues de travail blanches rembourrées tentent de briser les cordons de police à la manière d'un bélier.
- "Reclaim the Streets": L'espace public est occupé illégalement et est utilisé pour la tenue d'une fête.

- "Free Train Actions": Les participants à la manifestation se déplacent jusqu'au lieu de l'événement en train, de façon organisée, mais sans payer leur voyage.
- "Actions via Internet": Les réseaux électroniques donnent aux militants de nouvelles possibilités d'attaque; ils peuvent ainsi occasionner des pertes financières, mais aussi détruire la réputation de leur cible en mettant au jour des lacunes notoires sur le plan de la sécurité. Il s'agit en fait de discréditer des organisateurs ou des organisations en dévoilant les manques au niveau de la sécurité.
- Actions menées de manière clandestine, actes de sabotage: En Suisse, on a eu à faire majoritairement à des actes de sabotage dirigés contre des infrastructures. Néanmoins, l'exemple des actions organisées contre une société d'expérimentation animale par des défenseurs des animaux en Grande-Bretagne² montre que des actions plus poussées sont possibles.

6. Appréciation / Possibilité de radicalisation

6.1. A l'échelon international

A l'échelon international, le potentiel de menace doit être classé comme inchangé voire croissant. Quant à la capacité de mobilisation, notamment si l'on considère les manifestations revenant à échéances fixes (p. ex. la réunion de printemps du FMI et de la Banque mondiale qui s'est tenue cette année les 28 et 29 avril), des signes d'essoufflement pourraient bien se faire sentir.

6.2. Risque de radicalisation?

La question se pose de savoir quelle est la probabilité de voir les actuels débordements émaillant les manifestations à caractère majoritairement pacifique contre la mondialisation se multiplier ou de les voir se muer en un véritable mouvement terroriste. Il s'agit pour cela de faire la part des choses entre la violence publiquement connue et la violence clandestine, soit celle qui prend la forme d'attentats terroristes au sens étroit du terme et dont il est fait usage en dehors d'occasions concrètes telles que conférences et manifestations.

La question de la radicalisation du mouvement dépend de l'éventuelle formation d'un noyau dur de personnes agissant dans la clandestinité.

Organisations terroristes de gauche établies

Certains groupes terroristes ou extrémistes violents actifs dans les années 70 ont rallié le mouvement antimondialisation et participent aux actions des militants. Il pourrait y avoir à cela deux types de conséquences:

² Ne se contentant pas de détruire des installations de l'entreprise, les militants ont menacé et harcelé certains de ses collaborateurs et de ses actionnaires, ainsi que des banques lui ayant octroyé un crédit.

- La résistance à la mondialisation pourrait servir de nouvelle base "théorique" et de justification du programme mené jusqu'alors et permettre à ces groupes de redevenir plus actifs.
- Ces groupes pourraient mettre leur savoir-faire à la disposition de nouveaux groupements spécifiquement orientés vers la lutte contre la mondialisation.

Nouveaux groupements

Certains groupements nés depuis les années 70, d'horizons politiques divers, mais engagés depuis peu dans le mouvement antimondialisation, montrent une certaine tendance à la radicalisation.

On peut citer l'exemple de l'Animal Liberation Front (ALF): son organisation en petites cellules très mobiles disséminées dans de nombreux pays d'Europe de l'Ouest et aux Etats-Unis, de même que sa stratégie de communication rappellent les structures de certains groupements terroristes. En effet, dans les années 80, l'ALF a attiré l'attention en commettant des attentats à l'explosif. Dans les années 90, certaines antennes en Europe et aux Etats-Unis ont même utilisé des moyens plus radicaux, allant jusqu'à provoquer des lésions corporelles, jusqu'à mettre le feu et à menacer systématiquement les vendeurs de fourrures, les abattoirs, les restaurants, les vétérinaires et les instituts de recherche médicale.

Il existe donc des groupes dont la structure est très proche de celle d'organisations terroristes. Ils semblent en outre disposer du savoir-faire nécessaire, sans compter que des contacts directs pourraient leur permettre l'acquisition d'un savoir-faire supplémentaire, d'expérience et de personnel.

Les conditions d'une radicalisation plus poussée

Si les conditions suivantes se réalisaient, un noyau dur d'activistes violents utilisant des moyens propres au terrorisme pourrait se constituer:

- Les militants antimondialisation ont l'impression que leurs idées sont peu prises en considération, si bien que le sentiment d'impuissance vis-à-vis du système politique, économique et social se renforce.
- La récession économique qui se prépare à l'échelon international accentue les différences de revenu (entre les individus et/ou les Etats), fait grimper le taux de chômage, renforce l'exploitation de la nature, exacerbe les tensions sociales et augmente le sentiment général d'insécurité.
- L'utilisation de la violence pour imposer certaines idées est une solution de plus en plus unanimement acceptée dans la masse jusqu'alors majoritairement pacifique des militants antimondialisation, ou en tous cas elle rencontre moins de désapprobation de la part du grand public (l'explication de la légitime défense semblant s'imposer).
- Les militants classent les actes d'extrémisme violent dans le registre des moyens à mettre en œuvre. (Cette évolution est probable).

Si ces conditions venaient à être remplies, il faudrait s'attendre à ce que se constitue dans les deux à cinq ans un noyau dur issu de l'aile gauche du mouvement antimondialisation, soit sous la forme d'un nouveau phénomène indépendant, soit par

la réactivation de groupements extrémistes de gauche et le ralliement à ces groupements.

L'aile conservatrice du mouvement antimondialisation ne devrait quant à elle pas suivre un pareil développement dans la mesure où elle joue un rôle moins important et n'a jusqu'alors pas considéré la violence comme une solution possible (cela ne vaut pas pour les groupes d'extrême droite, dont nous ne traiterons néanmoins pas dans le présent rapport dans la mesure où la résistance à la mondialisation ne fait pas partie des thèmes qu'ils développent, ou en fait partie tout au plus en marge d'autres thèmes).

6.3. *Répercussions sur la situation de la Suisse en matière de sécurité*

Dans la mesure où le mouvement antimondialisation ne s'arrête pas aux frontières, les prochains événements organisés en Suisse devraient encore être confrontés au même phénomène.

Les risques sont plus importants pour les grandes villes ou aux abords de la frontière (Bâle, Berne, Genève, Zurich) en raison des flots de manifestants venant de l'étranger.

7. Ebauches de solutions / Recommandations

1. Il est nécessaire de promouvoir le dialogue avec les militants pacifiques et de prendre leurs arguments plus au sérieux. En signe de bonne volonté, la Confédération doit se montrer prête à engager le dialogue, non seulement avec les groupes qui se distancient clairement de l'usage de la violence, mais aussi avec ceux qui n'ont pas encore fait véritablement part de leur opinion, mais n'ont jamais eu jusque-là recours à la violence.
2. Il s'agit, en suscitant un débat politique ouvert sur la question de la mondialisation, d'empêcher que l'opposition à la mondialisation ne se radicalise.
3. La collaboration nationale et internationale en vue de l'échange d'expériences et d'informations concernant l'organisation et les activités des militants antimondialisation violents doit être intensifiée.
4. Lorsqu'un événement doit avoir lieu, il est nécessaire de mettre à la disposition des organes chargés du maintien de la sûreté intérieure (police, douane, justice) des moyens opérants et leur permettant une action efficace et si possible préventive contre les auteurs de trouble. Sont comprises dans ces moyens les mesures préventives contre les appels à la violence rendus publics par différents biais ainsi que contre d'autres délits (mesures contre les administrateurs des pages Internet, les fournisseurs d'accès, les producteurs et les distributeurs de matériel de propagande, etc.).
5. S'agissant de l'extrémisme politique violent, il en est de même que pour le terrorisme: le meilleur moyen de lutte est la prévention. Il s'agit donc de créer les bases légales et de mettre à disposition les ressources nécessaires à une prévention efficace avant qu'un noyau dur d'activistes violents ne puisse se former.

8. Annexe: Organisation-type des militants antimondialisation

